

Burundi : Le chef de l'Etat distingué par la diaspora

PANA, 25 juillet 2018 Bujumbura, Burundi - Le lancement officiel en grande pompe de la semaine dédiée à la diaspora a été marquée, mardi, par la remise d'une médaille de mérite au chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, pour son engagement en faveur de la paix dans un pays qui s'en était dangereusement éloignée suite à la crise politique liée aux élections controversées et émaillées de violences de 2015.

Le président Nkurunziza a profité de la présence de ces Burundais de l'étranger, présumés « proches du pouvoir » dans l'opinion, pour les sensibiliser à l'amour de la patrie, comme il le fait depuis quelques temps avec les autres catégories de la population autochtone, dans sa « Campagne de moralisation de la société ». La diaspora est à l'image du pays, avec ses clivages et chicanes politiques nés de la crise et qui ternissent l'image du Burundi à l'étranger, déplore-t-on dans les milieux officiels à Bujumbura. On retrouve parmi les Burundais de l'étranger un grand nombre d'exilés politiques qui se revendiquent du « Conseil national pour la défense de l'accord inter-burundais » Arusha (en Tanzanie) sur la paix, la réconciliation et l'Etat de droit (Cnared), une plateforme de l'opposition qui est née au plus fort de la crise électorale de 2015. La crise était partie de l'officialisation de la candidature de l'actuel président burundais pour un troisième quinquennat, jugé contraire à la Constitution et à l'accord d'Arusha ayant mis fin à la dernière guerre civile de 1993 à 2003. Au 31 juillet dernier, le Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) faisait état de plus de 416.000 Burundais, toutes catégories confondues, qui ont été obligés de fuir la crise dans le pays d'origine et plus d'un millier d'autres qui en ont payé de leurs vies. Cette année, la semaine a été placée sous le thème de la « Contribution de la diaspora au développement du Burundi », sous le haut patronage du ministère burundais des Affaires étrangères. D'autres thèmes spécifiques vont meubler la semaine, notamment « les expériences étrangères sur les contributions de la diaspora dans le développement des pays d'origine » qui sera présenté par un représentant du « Fonds d'appui aux initiatives des Sénégalais de l'étranger » (FAISE). Un représentant du « Haut conseil des Maliens de l'étranger » (HCME) va également partager les expériences de son pays avec les autres participants, prévoit toujours l'ordre du jour de la semaine de la diaspora burundaise. D'autres présentations prévues ont trait à la « Migration et développement au sein de la Communauté d'Afrique de l'Est/East african community » (CAE/EAC) dont fait partie le Burundi, aux côtés du Kenya, de l'Ouganda, du Rwanda, de la Tanzanie et du Soudan du sud. Des représentants de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et de la Banque africaine de développement (BAD) vont aussi prendre la parole à la semaine de la diaspora burundaise. Au niveau local, des représentants de l'Agence pour la promotion des investissements (API) et de l'Office burundais des recettes (OBR) vont entretenir la diaspora des thèmes en rapport avec les investissements et les procédures de dédouanement au Burundi. « Quelques réalisations de la diaspora burundaise » feront également l'objet d'une présentation à l'occasion de la cinquième édition de la semaine des Burundais de l'étranger dont aucune donnée officielle n'existe quant à leur nombre exact. La semaine de la diaspora a été inaugurée en 2014 et depuis, on assiste à une centaine de burundais de l'étranger qui y participe à chaque fois, en provenance d'une vingtaine de pays principalement européens. Du côté du ministère des Affaires étrangères, on indique que l'heure est encore à la constitution d'une base de données sur les effectifs de la diaspora et ses compétences. Le gouvernement burundais encourage la diaspora à investir dans l'économie nationale qui ne compte plus sur les apports des principaux partenaires techniques et financiers traditionnels à cause de la grave crise politique et des droits humains dont le pays porte aujourd'hui encore les séquelles. Cette année, il est prévu que le budget général de l'Etat burundais soit financé par des taxes et impôts locaux à hauteur de 80% alors qu'avant la crise de 2015, les bailleurs de fonds étrangers intervenaient pour plus de 50% aux besoins du pays. Pour capter les devises de la diaspora, le gouvernement burundais propose un certain nombre d'avantages, dont des terrains gratuits pour monter des entreprises ou encore l'exonération fiscale sur tous les biens rapatriés ou importés dans le cadre des activités de développement au berceau. Pour le moment, la diaspora constitue surtout une source importante d'assistance financière aux familles et autres proches parents. Certaines indications datant d'avant la crise font état de plus de 50 millions de dollars américains qui ont été transférés au pays par la diaspora, soit plus du double de ce que rapporte, bon an mal an, le café, la principale source de devises fortes à l'exportation pour le Burundi.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});